

Communauté Professionnelle Territoriale de
Santé Troyes Champagne

Statuts associatifs

TITRE PREMIER – CONSTITUTION ET OBJET DE L'ASSOCIATION	2
ARTICLE 1 : CONSTITUTION DE L'ASSOCIATION	2
ARTICLE 2 : DENOMINATION DE L'ASSOCIATION	2
ARTICLE 3 : OBJET DE L'ASSOCIATION	2
ARTICLE 4 : SIEGE DE L'ASSOCIATION	3
ARTICLE 5 : DUREE DE L'ASSOCIATION	3
TITRE DEUXIEME – COMPOSITION DE L'ASSOCIATION	3
ARTICLE 6 : COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE GENERALE	3
<i>Les membres actifs</i>	3
<i>Les membres invités</i>	5
ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ADHESION A L'ASSOCIATION	5
ARTICLE 8 : PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE	6
TITRE TROISIEME – RESSOURCES DE L'ASSOCIATION	6
ARTICLE 9 : RESSOURCES	6
ARTICLE 10 : MONTANT DE COTISATIONS	6
TITRE QUATRIEME – FONCTIONNEMENT	7
ARTICLE 11 : COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	7
<i>Composition</i>	7
<i>Pouvoirs</i>	8
<i>Fonctionnement</i>	8
ARTICLE 12 – BUREAU DE L'ASSOCIATION	9
<i>Composition</i>	9
<i>Pouvoirs</i>	9
<i>Fonctionnement</i>	9
ARTICLE 13 – ASSEMBLEES GENERALES	10
<i>Assemblées Générales Ordinaires</i>	10
<i>Assemblées Générales Extraordinaires</i>	11
ARTICLE 14 – PRESIDENTS DE L'ASSOCIATION	11
<i>Qualités</i>	11
<i>Pouvoirs</i>	12
ARTICLE 15 – VICE-PRESIDENTS DE L'ASSOCIATION	12
ARTICLE 16 – SECRETAIRE DE L'ASSOCIATION	12
ARTICLE 17 – TRESORIER DE L'ASSOCIATION	13
ARTICLE 18 : EXERCICE SOCIAL	13
ARTICLE 19 : COMPTABILITE ET COMPTES ANNUELS	13
ARTICLE 20 : COMMISSAIRE AUX COMPTES	13
TITRE CINQUIEME – DISPOSITIONS DIVERSES	13
ARTICLE 21 : DISSOLUTION	14
ARTICLE 22 : REGLEMENT INTERIEUR	14
ARTICLE 23 : PROCEDURE DE MODIFICATION DES STATUTS ET FORMALITES	14

Titre premier – Constitution et objet de l'Association

Article 1 : Constitution de l'Association

Il est fondé entre les signataires aux présents statuts au jour de l'Assemblée Générale Constitutive, et sous réserve de la réalisation des formalités d'enregistrement, une Association régie par les dispositions de la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901.

A l'issue de l'enregistrement des présents statuts par les services préfectoraux compétents et à compter de la publication de l'annonce au J.O.A.F.E, l'Association sera en capacité – selon les modalités visées ci-après – de compter parmi ses membres des personnes physiques ou morales¹ animées par la poursuite de l'objet de l'Association.

Article 2 : Dénomination de l'Association

L'Association a pour dénomination « Communauté Professionnelle Territoriale de Santé Troyes Champagne Métropole » (CPTS Troyes Champagne Métropole).

Article 3 : Objet de l'Association

L'Association a pour but la structuration juridique d'une Communauté Professionnelle Territoriale de Santé (CPTS) et la mise en œuvre de son projet territorial de santé². En vertu de l'article L1434-12 du Code de la Santé Publique, elle se compose de professionnels souhaitant assurer une meilleure coordination de leur action et ainsi concourir à la structuration des parcours de santé et à la réalisation des objectifs du Projet Régional de Santé (PRS). L'association CPTS Troyes Champagne Métropole poursuit les missions de l'accord conventionnel interprofessionnel (ACI) en faveur du développement de l'exercice coordonné et du déploiement des CPTS en date du 20 juin 2019.

Concrètement, les professionnels de la CPTS suivent les objectifs suivants :

- Renforcer les liens ville/hôpital pour permettre des parcours de santé patients plus fluides, limiter les entrées en hospitalisation et accompagner les sorties
- Améliorer l'orientation des patients et des aidants dans le système de soins et le secteur médico-social afin de favoriser le maintien à domicile
- Développer l'éducation thérapeutique au plus près des patients et de leurs aidants et avec des professionnels formés, de proximité
- Améliorer l'administration et l'observance médicamenteuses et prévenir le risque iatrogène
- Développer des approches en prévention et dépistage en renforçant l'implication des professionnels

¹ De droit public ou de droit privé

² Annexe 1

- Faire face à l'évolution démographique des professionnels en santé (médecins traitants, spécialistes, ...) en développant des approches innovantes et coordonnées afin de veiller au bon maillage du territoire
- Apprendre à travailler en pluridisciplinaire en créant de nouvelles ESP et des ESS (équipes de soins primaires et spécialisées).
- Développer la télémédecine (en consultation et en expertise) pour répondre aux besoins non couverts

Plus généralement, l'Association a pour objet toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement aux objets sus-indiqués ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser le but poursuivi par l'association, son extension ou son développement.

Pour réaliser ses buts, l'Association peut mettre en œuvre de manière directe ou indirecte tout moyen qu'elle juge utile.

Article 4 : Siège de l'Association

Le siège social de l'Association est installé au cabinet professionnel du secrétaire de l'association. L'adresse postale est donc amenée à évoluer au gré des mandats.

Article 5 : Durée de l'Association

La durée de l'Association est illimitée.

Titre deuxième – Composition de l'Association

Article 6 : Composition de l'Assemblée Générale

L'Association « Communauté Professionnelle Territoriale de Santé Troyes Champagne Métropole » se compose de personnes morales prises en la personne de leurs représentants légaux ou dument désignées par leurs représentants légaux et de personnes physiques.

L'Association comprend des membres actifs et de membres invités. Ces deux groupes constituent l'Assemblée Générale.

Les membres actifs

Sont membres actifs, les personnes physiques ou morales³ du champ social, médicosocial ou sanitaire, ou œuvrant pour la réalisation des missions de la CPTS Troyes Champagne Métropole (ex : association de représentants d'usagers), qui participent activement au fonctionnement de l'Association ainsi qu'à la réalisation de son objet.

Les membres actifs se répartissent en trois collèges :

³ De droit privé ou de droit public

Le collège des professionnels de santé (personnes physiques) assurant des soins de santé primaires ou spécialisés ou œuvrant dans le parcours de soins des habitants. Il comprend l'ensemble des professionnels de santé de Ville, libéraux, salariés exerçant une activité définie par le Code de la Santé Publique sur le territoire de la CPTS et assurant des soins de santé primaires ou spécialisés : médecins généralistes ou spécialistes (dont pédiatres, gériatres, psychiatres), sages-femmes, chirurgiens-dentistes, pharmaciens, infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, ergothérapeutes, psychomotriciens, orthophonistes, orthoptistes, audioprothésistes, opticiens-lunetiers, prothésistes et orthésistes, diététiciens. Il comprend également des acteurs œuvrant pour la santé des habitants du territoire (exemple : ostéopathe).

Le collège des structures sanitaires, médicosociales et sociales, et les associations de professionnels : il comprend le représentant légal ou la personne qu'il désigne de chaque établissement de santé défini selon le CSP art L61-11-1, et de chaque établissement social et médicosocial, disposant d'un identifiant FINESS (Fichier national des établissements sanitaires et sociaux), implanté sur le territoire de la CPTS ; ainsi que le représentant légal, ou la personne qu'il désigne, de chaque association œuvrant dans le secteur social ou médico-social et réalisant tout ou partie de son activité pour les habitants du territoire de la CPTS. Il comprend également des réseaux régionaux et dispositifs d'appui à la coordination par l'intermédiaire de leur représentant légal, ou la personne qu'il désigne, de tout dispositif implanté à territoire de la CPTS visant à :

- Coordonner les opérateurs de santé à l'échelle du territoire autour de la prise en charge d'une certaine population et améliorer en continu les pratiques autour d'un(e) certain(e) pathologie / type de pathologies.
- Appuyer les professionnels de santé du premier recours pour faciliter l'accompagnement et la prise en charge des patients en situation complexe.

Le collège des représentants de la population ou usagers de santé : il comprend le représentant légal ou la personne qu'il désigne des associations d'usagers, collectifs d'associations d'usagers et associations dont l'objet inclut le soutien aux usagers.

Le nombre de membres au sein de chaque collège n'est pas limité.

Pour bénéficier de la qualité de membre actif, il convient de répondre aux conditions cumulatives suivantes :

- être engagé dans le développement de l'objet social de l'Association, c'est-à-dire la mise en œuvre du projet de Santé à travers ses missions ;
- être à jour de cotisation et s'en acquitter de façon annuelle.

Le nombre de membres actifs n'est pas limité.

Chaque membre actif bénéficie d'une voix, délibérative, lors des décisions collectives relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire et/ou Extraordinaire.

Chaque personne physique ou morale en sa qualité de membre actif peut déléguer à un autre membre actif de l'Association – par voie de mandat écrit – la faculté de la représenter lors des prises de décisions collectives de l'association.

Chaque membre actif peut bénéficier d'une seule délégation (mandat écrit ou pouvoir) en vue de représenter un autre membre actif lors des délibérations et votes en Assemblée Générale Ordinaire et/ou Extraordinaire.

Chaque représentant légal des personnes morales – ayant la qualité de membre actif – délègue, en cas d'absence lors des décisions collectives, le pouvoir décisionnel à un de ses subordonnées qui siègera lors de la séance d'Assemblée Générale Ordinaire et/ ou Extraordinaire. Si nécessaire, un mandat décisionnel peut être transmis au subordonné représentant la personne morale. Ces dispositions permettront à certains membres actifs de prendre valablement part aux votes lors des séances d'Assemblée Générale Ordinaire et/ ou Extraordinaire.

Le montant de la cotisation annuelle ainsi que sa date d'échéance sont fixés par l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle.

Les membres invités

Le titre de membre invité peut-être décerné par l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle aux personnes physiques ou morales qui, en raison de services rendus à l'Association ou de contributions intellectuelles, ont été signalées à son attention ou en ont fait la demande (exemple : Agence Régionale de Santé, organismes de sécurité sociale, Conseils départementaux des ordres professionnels, unions et syndicats de professionnels, Agglomération, Communes, le Conseil Départemental...).

Le nombre de membres invités n'est pas limité.

Les membres invités sont dispensés de cotisation annuelle.

Les membres invités peuvent assister aux décisions collectives relevant de la compétence de l'Assemblée générale Ordinaire et/ou Extraordinaire. Le représentant légal de chaque organisme peut se faire représenter par une personne désignée par l'organisme concerné, qui siègera lors des séances de l'Assemblée Générale Ordinaire et/ou Extraordinaire. La qualité de membre invité confère un droit de vote consultatif.

Les représentants des collectivités territoriales et groupements de collectivités territoriales le cas échéant, peuvent s'ils le souhaitent, être accompagnés d'un professionnel des services de leur collectivité lors des séances d'Assemblée Générale Ordinaire et/ou Extraordinaire, sans que celui-ci n'ait de voix délibérative ou consultative.

Article 7 : Conditions d'adhésion à l'Association

Les conditions d'adhésion à l'Association sont les suivantes :

- Avoir une responsabilité professionnelle reconnue et adhérer à l'ordre professionnel ;
- Faire acte de candidature par le biais d'un courriel ou d'un courrier postal, adressé à l'un des Présidents de l'Association ;
- S'engager à respecter les présents statuts et le règlement intérieur de l'Association ;
- Pour les membres actifs, verser sa cotisation annuelle de fonctionnement de l'Association.

La candidature est libre et ouverte à tous professionnels ou acteurs impliqués dans la prise en charge des habitants du territoire de la CPTS Troyes Champagne et qui souhaitent adhérer au projet de santé à travers la mise en œuvre d'une ou plusieurs de ses actions.

Le Bureau se prononce sur l'admission du membre.

Article 8 : Perte de la qualité de membre

La qualité de membre de l'Association se perd par :

1. La démission notifiée par tous moyen (courrier, mail, téléphone, etc.), adressée au Président de l'Association ;
2. L'exclusion prononcée par le Conseil d'Administration de l'Association d'un de ses membres pour absences injustifiées et répétées aux réunions de l'instance ;
3. La dissolution, pour quelque cause que ce soit, des personnes morales, ou leur liquidation judiciaire ;
4. Le non-respect du règlement intérieur ou des actions définies dans le projet de santé après le troisième avertissement ;
5. Le décès des personnes physiques ;
6. L'exclusion prononcée par le Conseil d'Administration de l'Association pour motif grave : procédure pénale, condamnation des Ordres Professionnels ;
7. Pour les membres actifs, la radiation pour non-paiement de la cotisation annuelle de l'Association, après trois rappels demeurés infructueux et après que l'intéressé ait été invité, par lettre recommandée avec accusé de réception, à fournir des explications écrites au Conseil d'Administration de l'Association.

Titre troisième – Ressources de l'Association

Article 9 : Ressources

Les ressources de l'Association se composent :

- Des cotisations de ses membres actifs, dès la première année de fonctionnement de l'Association et conformément à l'article 10 des présents statuts ;
- Des sommes et subventions perçues en contrepartie des prestations fournies par l'Association ;
- Des subventions ou mises à disposition de moyens accordées par l'Agence Régionale de Santé ;
- Des subventions ou mises à disposition de moyens accordées par l'Assurance Maladie ;
- Des subventions ou mises à disposition de moyens accordées par les autres services de l'Etat, la Région, le Département, la commune, et leurs établissements publics ;
- Des dons et legs reçus de personnes physiques et morales ;
- D'apports en nature ou de la mise à disposition de biens, matériels ou ressources humaines de ses membres ;
- De toutes ressources autorisées par la loi, la jurisprudence, et les réponses ministérielles.

Article 10 : Montant de cotisations

Le montant de la cotisation des membres actifs est fixé annuellement par le Conseil d'Administration à partir de la deuxième année de fonctionnement de l'Association. Le

montant de la cotisation étant de 10 euros minimum ou participation libre au-delà la première année d'exercice de la CPTS. Le montant de la cotisation est identique pour tous les membres, quel que soit leur statut.

Les membres invités sont dispensés de cotisation.

Titre quatrième – Fonctionnement

Article 11 : Composition du Conseil d'Administration

Composition

L'Association est administrée entre deux Assemblées Générales (AG), par un Conseil d'Administration (CA) composé d'un maximum de 20 membres dont la représentativité est recherchée et comprenant :

- Au moins 70 % de membres issus du collège des professionnels de santé et personnes physiques avec tant que possible une représentativité des professions proportionnelle à celle de l'AG ;
- Au maximum 20 % de membres issus du collège des structures sanitaires, médicosociales ou sociales avec tant que possible une représentativité des structures proportionnelle à celle de l'AG ;
- Au maximum 10 % de membres issus du collège des représentants de la population ou usagers de la santé, avec tant que possible une représentativité des personnes physiques ou morales proportionnelle à celle de l'AG.

Les administrateurs sont des membres actifs, élus à la majorité des deux-tiers des membres actifs de leur collège – présentés ou représentés par procuration – au cours de l'Assemblée Générale ordinaire.

Les administrateurs sont élus pour trois ans, et disposent d'une voix délibérative pour l'ensemble des décisions collectives relevant du CA.

Afin d'assurer une administration continue de l'Association, chaque année seulement un tiers des administrateurs est renouvelé pour une durée de mandat. Cette mesure est anticipée dès la deuxième année d'activité de l'association. Les membres sortants sont rééligibles.

Le mandat des administrateurs prend effet à la date de leur élection.

Chaque personne physique ou morale en sa qualité d'administrateur, peut déléguer à un autre administrateur – par voie de mandat écrit ou pouvoir – la faculté de le représenter lors des prises de décision collectives du Conseil d'Administration. Un même administrateur ne peut disposer de plus de deux mandats écrits et/ou pouvoirs par séance du Conseil d'Administration.

En cas de vacance, en cours de mandat, d'un poste de membre du Conseil d'administration, il est procédé à son remplacement de telle sorte que la composition reste conforme aux principes de la désignation initiale. Les pouvoirs du membre ainsi désigné prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat du membre remplacé.

Tout membre du Conseil d'Administration doit jouir de ses droits civiques.

Les administrateurs peuvent participer aux réunions du Conseil d'Administration par visioconférence.

Pouvoirs

Le Conseil d'Administration assure la gestion de l'Association. Il a notamment pour mission de :

- Déterminer les orientations de l'activité de l'Association, soumises à approbation de l'Assemblée Générale, et veiller à leur mise en œuvre ;
- Arrêter les grandes lignes d'actions de communication et de relations publiques ;
- Décider, par une délibération motivée, et après les avoir préalablement entendus, d'exclure des membres de l'Association pour motif grave, ou pour non-paiement de la cotisation annuelle à partir de la deuxième année de fonctionnement de l'Association ;
- Définir l'organisation générale de l'Association et ses projets d'évolution ;
- Constituer, à titre consultatif, des commissions thématiques en lien avec les orientations de la CPTS, à laquelle l'ensemble des membres de l'Association pourront participer indépendamment de leur statut, et déterminer leurs missions, compétences et modalités de fonctionnement ;
- Désigner les responsables de ces commissions parmi les membres de l'Association ;
- Définir la politique financière et économique de l'Association : budget, cotisations, comptabilité ;
- Autoriser les achats, aliénations ou locations, transactions, emprunts et prêts nécessaires au fonctionnement de l'Association ;
- Faire toute délégation de pouvoir pour une question déterminée et un temps limité ;
- Etablir toute convention de fonctionnement ou contrat avec des organismes publics ou privés ;
- Définir le règlement intérieur.

Fonctionnement

Le Conseil d'Administration se réunit au moins deux fois par an et chaque fois qu'il est convoqué par le Président de l'Association ou sur la demande d'au moins un tiers de ses membres. Le Conseil d'Administration se réunit dans le mois précédant l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle et chaque Assemblée Générale Extraordinaire.

Les décisions du Conseil d'Administration sont reconnues valables à la condition de réunir un quorum représentant au minimum deux tiers de ses membres ayant voix délibérative. Dans le cas contraire, le Président convoque à nouveau, dans un délai d'un mois, les administrateurs. Le Conseil d'Administration peut alors délibérer valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Le Conseil d'Administration peut entendre toute personne susceptible d'éclairer ses débats.

Le personnel de l'Association peut assister aux réunions du Conseil d'Administration, sur invitation du Président de l'Association, sans participer au vote.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux, signés par le Président et le Secrétaire de l'Association, sont enregistrés sur le registre des délibérations de l'Association « Communauté Professionnelle Territoriale de Santé Troyes Champagne Métropole » et conservés au siège social de l'Association.

Les décisions sont prises à la majorité des deux-tiers des membres du Conseil d'Administration présents ou représentés par procuration ; en cas de partage, la voix du Président est prépondérante. Les votes ont lieu à main levée, sauf les votes portant sur des

personnes ainsi que les votes pour lesquels au moins un tiers des membres présents ou représentés par procuration fait la demande d'un scrutin secret.

Article 12 – Bureau de l'Association

Composition

Le Conseil d'Administration élit parmi les administrateurs des collèges des membres actifs de l'Association, à la majorité des deux-tiers des administrateurs présents ou représentés par procuration, un Bureau composé d'au moins :

- Un Président, devant obligatoirement être élu parmi les membres du collège des professionnels de santé exerçant une activité principalement libérale ;
- Un Vice-Président ;
- Un Secrétaire et éventuellement un adjoint ;
- Un Trésorier et éventuellement un adjoint

A défaut d'obtention d'une majorité des deux-tiers lors d'un premier vote, le Conseil d'Administration soumet la ou les candidature(s) à un second vote à la majorité relative.

La durée du mandat de chaque membre du Bureau est de trois ans. Tous les membres du Bureau sont rééligibles. Les différentes fonctions au sein du bureau ne sont pas cumulables par une même personne.

Les fonctions de membres du Bureau prennent fin par la perte de la qualité de membre de l'Association, telle que prévue à l'article 8 des présents statuts.

En cas de vacance, en cours de mandat, d'un poste de membre du Bureau, il est procédé à son remplacement de telle sorte que la composition reste conforme aux principes de la désignation initiale. Ce remplacement est soumis au vote du prochain Conseil d'Administration. Les pouvoirs du membre ainsi désigné prennent fin au moment où devrait normalement expirer le mandat du membre remplacé.

Pouvoirs

Le Bureau est chargé de préparer les décisions de l'Assemblée Générale (Ordinaire ou Extraordinaire).

Le Bureau participe à la gestion courante de l'association, et veille à la mise en œuvre des décisions de l'Assemblée générale. Il se prononce sur les admissions de membres. A ce titre, le Bureau est investi des pouvoirs les plus étendus, pour gérer, diriger et administrer l'Association, sous réserve de ceux statutairement réservés aux Assemblées générales.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des membres du Bureau présents ou par procuration ; en cas de partage, la voix du Président est prépondérante. Les votes ont lieu à main levée, sauf les votes pour lesquels au moins un tiers des membres présents ou représentés par procuration fait la demande d'un scrutin secret.

Fonctionnement

Le Bureau se réunit chaque fois que nécessaire et au moins une fois par trimestre à l'initiative et sur convocation du Président de l'Association.

La convocation peut être faite par tous moyens, mais au moins 7 jours avant la date de séance. L'ordre du jour est établi par le Président de l'Association.

Le Bureau sera obligatoirement réuni en vue de la préparation de la convocation à l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux signés par le Président et le Secrétaire de l'Association, sont enregistrés sur le registre des délibérations de l'Association et conservés au siège social de l'Association.

Le Bureau peut entendre toute personne susceptible d'éclairer ses débats.

Le personnel de l'Association peut participer aux réunions du Bureau, sur invitation du Président de l'Association, sans participer au vote.

Article 13 – Assemblées Générales

Assemblées Générales Ordinaires

L'Assemblée Générale Ordinaire comprend tous les membres de l'Association. Le personnel de l'Association peut participer aux réunions de l'Assemblée Générale sur invitation du Président de l'Association, sans participer au vote.

L'Assemblée Générale Ordinaire se réunit au moins une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le Président de l'Association ou sur la demande d'au moins un tiers de ses membres, représentant au moins le tiers des voix. Son ordre du jour est défini par le Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale Ordinaire entend les rapports sur la gestion du Conseil d'Administration, sur la situation financière et morale de l'Association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour et pourvoit au renouvellement des membres du Conseil d'Administration. Elle autorise l'adhésion à une union ou à une fédération.

Toutes les délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire sont prises à la majorité des deux-tiers des membres présents ou représentés par procuration, selon les modalités de voix définies à l'article 6 des présents statuts. Les votes ont lieu à main levée, sauf les votes portant sur des personnes et les votes pour lesquels au moins un tiers des membres présents ou représentés par procuration fait la demande d'un scrutin secret ; en cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Un quorum d'au moins un tiers des membres est nécessaire pour reconnaître valables les décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux signés par le Président et le Secrétaire de l'Association, sont enregistrés sur le registre des délibérations de l'Association « Communauté Professionnelle Territoriale de Santé Troyes Champagne » et conservés au siège social de l'Association.

Assemblées Générales Extraordinaires

L'Assemblée Générale Extraordinaire comprend tous les membres de l'Association. Le personnel de l'Association peut participer aux réunions de l'Assemblée Générale sur invitation du Président de l'Association, sans participer au vote.

Elle est convoquée chaque fois que nécessaire, à l'initiative et sur convocation du Président de l'Association. La convocation peut être faite par tous les moyens, mais au moins deux semaines avant la date de séance. L'ordre du jour est établi par le Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale Extraordinaire a compétence pour procéder, sur proposition du Bureau de l'Association, à la modification de l'Association, à la dissolution de l'Association et à la dévolution de ses biens, à la fusion ou transformation de l'Association et à la création d'une filiale, d'un fonds de dotation ou de toute autre structure ayant un lien direct avec l'Association.

Toutes les délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire sont prises à la majorité des deux-tiers des membres présents ou représentés par procuration, selon les modalités de voix définies à l'article 6 des présents statuts. Les votes ont lieu à main levée, sauf les votes portant sur des personnes et les votes pour lesquels au moins un tiers des membres présents ou représentés par procuration fait la demande d'un scrutin secret ; en cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Un quorum d'au moins un tiers des membres est nécessaire pour reconnaître valables les décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux signés par le Président et le Secrétaire de l'Association, sont enregistrés sur le registre des délibérations de l'Association « Communauté Professionnelle Territoriale de Santé Troyes Champagne » et conservés au siège social de l'Association.

Article 14 – Présidents de l'Association

Qualités

Le Président de l'Association est le représentant légal de celle-ci.

Chaque personne physique parmi les administrateurs peut candidater au poste de Président de l'Association CPTS Troyes Champagne Métropole. Il advient cependant qu'il appartient au collège 1 des professionnels de santé du territoire de la CPTS.

Chaque candidat devra faire parvenir sa candidature au siège social de l'Association, au plus tard deux semaines avant la date de l'élection, et figurer sur la liste des membres actifs.

Le Président de l'Association sera élu au scrutin majoritaire.

A défaut d'obtention d'une majorité simple lors d'un premier vote, le Conseil d'Administration soumet la ou les candidature(s) à un second vote à la majorité relative.

En l'absence de candidature, un tirage au sort sera effectué pour désigner un membre actif comme Président de l'Association.

Le mandat de Président de l'Association est exercé pour une période de 3 ans. Le Président de l'Association est rééligible.

Pouvoirs

Le Président est le représentant légal de l'Association. Il représente l'Association pour tous les actes de la vie civile et est investi de tous les pouvoirs à cet effet. Ses actes engagent l'Association à l'égard des tiers (banques, administrations, justice, autres associations, etc.).

Il peut déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs (par exemple, à un Vice-président, à un Secrétaire ou à un Trésorier).

Cependant, malgré la délégation totale ou partielle, le Président de l'Association demeure responsable des actes réalisés au nom de l'Association par ceux à qui il a délégué ses pouvoirs.

Ils convoquent les Assemblées Générales et les réunions du Conseil d'Administration. Ils peuvent respectivement déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs à un autre membre du Bureau. Cependant, malgré la délégation totale ou partielle, le Président de l'Association demeure responsable des actes réalisés au nom de l'Association par ceux à qui il a délégué le pouvoir. Sous réserve d'un mandat préalable donné par le Conseil d'Administration, il a la qualité pour représenter en justice au nom de l'Association, tant en demande qu'en défense.

Article 15 – Vice-présidents de l'Association

La qualité de vice-président est exercée par un membre actif. Le vice-président a vocation à assister le Président de l'Association dans l'exercice de ses fonctions.

Il peut agir sur délégation du Président de l'Association et sous son contrôle.

Il peut recevoir des attributions spécifiques, temporaires ou permanentes, définies par le Président de l'Association.

Il remplace le Président de l'Association en cas d'empêchement, de démission ou de décès de celui-ci.

Un suppléant peut également être élu et agir selon les mêmes principes en cas d'indisponibilité du vice-président.

Article 16 – Secrétaire de l'Association

Le Secrétaire, en collaboration avec le Président, veille au bon fonctionnement matériel, administratif, comptable et juridique de l'Association. Il établit, ou fait établir sous son contrôle, les procès-verbaux des réunions du Bureau et des Assemblées Générales.

Il tient, ou fait tenir sous son contrôle, les registres de l'Association. Il procède, ou fait procéder sous son contrôle, aux déclarations à la Préfecture, et aux publications au J.O.A.F.E, dans le respect des dispositions légales ou réglementaires.

La mission de Secrétaire est exercée par un membre actif.

Le Secrétaire adjoint peut être élu, il a vocation à assister le Secrétaire dans l'exercice de ses fonctions. Il remplace le Secrétaire en cas d'empêchement ou de maladie.

Article 17 – Trésorier de l'Association

Le Trésorier établit, ou fait établir sous son contrôle, les comptes annuels de l'Association. Il procède à l'appel annuel des cotisations. Il établit un rapport financier, qu'il présente avec les comptes annuels à l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle.

Il procède, sous le contrôle du Président de l'Association, au paiement de toutes les dépenses et à l'encaissement de toutes les recettes. Toutes les dépenses sont ordonnancées par le Président.

Le Trésorier adjoint peut être élu, il a vocation à assister le Trésorier dans l'exercice de ses fonctions. Il remplace le Trésorier en cas d'empêchement ou de maladie.

Article 18 : Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre de chaque année civile.

A titre exceptionnel, le premier exercice social débutera à la date de l'enregistrement des statuts et ce, jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

Article 19 : Comptabilité et comptes annuels

Il est tenu une comptabilité selon les normes du plan comptable et faisant apparaître annuellement un bilan, un compte de résultat et, le cas échéant, une ou plusieurs annexes.

Les comptes annuels sont tenus à la disposition de tous les membres, avec le rapport de gestion, le rapport financier et le cas échéant le rapport du Commissaire aux comptes, pendant les quinze jours précédant la date de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos.

Article 20 : Commissaire aux comptes

Tant que de besoin, le Bureau peut nommer – si nécessaire⁴ – un commissaire aux comptes titulaire, et un commissaire aux comptes suppléant, inscrits sur la liste des commissaires aux comptes de la Compagnie Régionale.

Le commissaire aux comptes exerce sa mission selon les normes et les règles de la profession. Il établit et présente, chaque année, à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos, un rapport rendant compte de sa mission et certifiant la régularité et la sincérité des comptes.

Titre cinquième – Dispositions diverses

⁴ La nomination est obligatoire si le nombre de salariés permanents dépasse 50 ETP, si le bilan excède 1 550 000 €, si le chiffre d'affaire excède 3 100 000 €, si le montant des dons ou des subventions est supérieur à 153 000 €.

Article 21 : Dissolution

La dissolution de l'Association ne peut être prononcée que par l'Assemblée Générale Extraordinaire, convoquée spécialement à cet effet et statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Extraordinaires. La dissolution est proposée à l'Assemblée Générale Extraordinaire par une décision à la majorité des deux tiers des membres du Bureau de l'Association.

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale Extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs chargés des opérations de liquidation.

A la clôture des opérations, elle se prononce sur la dévolution de l'actif net conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901 et du décret du 16 août 1901.

Article 22 : Règlement intérieur

Un règlement intérieur, arrêté par le Conseil d'Administration de l'Association, précise et complète en tant que de besoin les dispositions statutaires relatives au fonctionnement de l'Association.

L'adhésion aux statuts emporte de plein droit adhésion au règlement intérieur.

Article 23 : Procédure de modification des statuts et formalités

Toutes décision visant à modifier les statuts de l'Association est prise, sur proposition du Bureau, par l'Assemblée Générale Extraordinaire à la majorité des deux-tiers des membres présents ou représentés par procuration et selon les quorums présentés à l'article 13 des présents statuts.

Toute modification des statuts est déclarée dans les trois mois à la Préfecture et inscrite sur le registre spécial prévu dans le cadre des dispositions légales.

A cet effet, le Président de l'Association, au nom du Conseil d'Administration, remplit les formalités de déclaration et de publication prescrites par la loi.

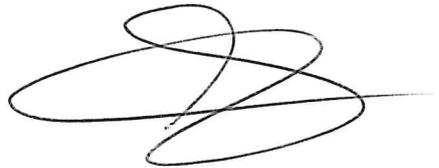
Fait le 23 novembre à Troyes, en trois exemplaires originaux, dont un pour être déposé à la Préfecture de l'Aube et deux pour être conservés au siège social de l'Association.

Signatures :

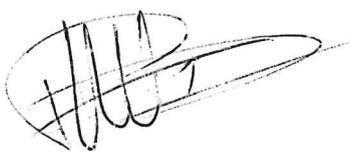
Le Président
Alexandre Koroglu



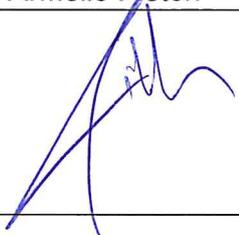
Le Vice-Président titulaire
Adèle Vannieuwenhuyse



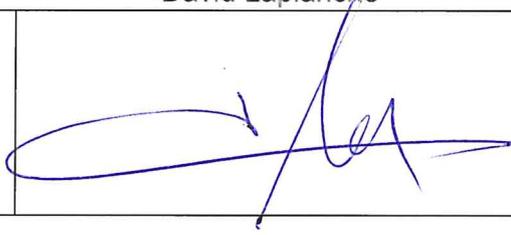
Le Vice-Président suppléant
Baudoin Richard



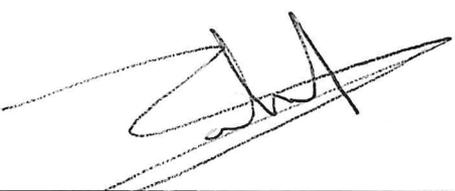
Le Secrétaire
Armelle Pieton



Le Secrétaire adjoint
David Laplanche



Le Trésorier
Arnaud Devillard



Le Trésorier adjoint
Yves Noizet

absent,
excusé